



PREFET DE LA SAVOIE

Direction départementale
de la cohésion sociale et de la
protection des populations

Service protection et santé animales
et installations classées pour la
protection de l'environnement

ARRETÉ PRÉFECTORAL
Portant mise en demeure

Société AXIA
Commune de La Bathie

LE PREFET DE LA SAVOIE
Chevalier de l'ordre national du mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 171-7 et L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 février 2003 autorisant la société AXIA à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets sur le territoire des communes d'Essert Blay et La Bathie ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 octobre 2010 autorisant le transit sur le site de déchets d'équipements électriques et électroniques et d'ordures ménagères ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 janvier 2014 mettant à jour le classement des installations suite aux modifications de la nomenclature des installations classées ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 10 avril 2014 ;

CONSIDERANT que la société AXIA exploite les installations précitées sans respecter les prescriptions des articles 1-2 et 6-5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie ;

ARRETE

Article 1^{er} :

La Société AXIA, représentée par son président monsieur Richard TUMBACH, dont le siège social est établi Zac du Chateau, route de l'industrie à ESSERT BLAY, qui exploite un centre de tri, transit et regroupement de déchets sur les communes d'Essert-Blay et de La Bathie, est mise en demeure de :

Sous un délai de trois mois :

Respecter les dispositions de l'article 1-2 de l'arrêté préfectoral du 4 février 2003. Pour cela elle devra :

- justifier de l'évacuation des déchets (mélange de plastique et d'argile provenant des Thermes de La Léchère) dans une filière dûment autorisée à les recevoir ou présenter, sous ce même délai une demande d'autorisation conforme aux dispositions des articles R 512-2 à R512-9 du code de l'environnement au titre de la rubrique 2760-2 (installation de stockage de déchets non dangereux). Dans le cas où l'exploitant opérerait pour la régularisation administrative de ses installations il ne devra plus accepter ce type de déchets dans l'attente de la décision préfectorale d'autorisation.

Respecter les dispositions de l'article 6-5 de l'arrêté préfectoral du 4 février 2003. Pour cela elle devra :

- transmettre l'analyse du risque foudre des installations, prévue par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Article 2 :

Les délais impartis dans le présent arrêté s'entendent à compter du jour de sa notification.

Si à l'expiration du délai fixé la mise en demeure n'a pas été respectée, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément à l'article R 514-3 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour le l'exploitant. Il commence à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Article 4 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations et madame la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à messieurs les maires de La Bathie et d'Essert Blay.

Chambéry, le **21 MAI 2014**

LE PREFET
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

François-Claude PLAISANT